

Initiatives ministérielles

réforme des programmes sociaux. Allez comprendre comment ce gouvernement aidera les femmes à devenir égales.

Allez aussi comprendre comment ce gouvernement peut tenir un beau discours sur l'égalité et faire si peu pour faciliter aux mères l'accès au travail. Des services de garde adéquats sont souvent la condition essentielle à la participation des femmes au marché du travail ou à la formation professionnelle. Qu'a-t-on fait dans ce domaine? On a promis de belles choses, genre «création de milliers de nouvelles places en garderie». On est même allé jusqu'à budgéter la création de ces places.

Cependant, on a repris d'une main ce qu'on donnait de l'autre. On a assorti la création de places à la situation de l'économie. Très belle façon de stimuler les emplois! Très belle façon de s'assurer que les femmes restent sagement chez elles, ou qu'elles confient leurs enfants à des soins de moindre qualité. On pourra ainsi les accuser d'être en plus de mauvaises mères.

Ce gouvernement préfère traîner devant les tribunaux et payer grassement ses avocats, plutôt que de donner à ses employées leur dû, ce qui leur permettrait une certaine amélioration de leur situation financière et, conséquemment, d'atteindre une nouvelle autonomie.

Ce gouvernement, contrairement aux recommandations des femmes, n'a pas encore bougé pour étendre l'application de la Loi sur l'équité en matière d'emploi à ses employées du Parlement, de sa fonction publique et de ses nombreux organismes et conseils. C'est ce même gouvernement qui parle d'égalité.

C'est ce gouvernement qui n'a pas pensé à remettre sur pied un comité qui s'occuperait de l'analyse de fond des problèmes vécus par les femmes. Quel souci le gouvernement a-t-il d'améliorer les conditions de vie des femmes, madame la Présidente? On a des comités pour tout, mais pas pour faire avancer la cause des femmes. Belle démonstration des préoccupations réelles d'un gouvernement!

L'égalité s'obtient aussi par la justice fiscale, domaine où le gouvernement actuel ne brille pas par ses lumières. Comment peut-on justifier avoir porté la cause de M^{me} Thibaudeau devant la Cour suprême, alors que ce jugement apportait un semblant de baume aux parents, généralement les femmes, qui reçoivent une pension alimentaire pour leurs enfants. Alors que le tribunal tentait de rétablir tant que faire se peut l'équilibre financier entre le parent payeur et le parent gardien, le ministre de la Justice se hâtait d'en appeler, craignant de déséquilibrer le ministère du Revenu. Noble préoccupation de ce gouvernement.

On a donc laissé les femmes se débrouiller seules. On nous dira qu'un comité étudie la chose. Bien sûr, on nous dira que ce comité nous apportera des solutions, bien sûr. C'est tout ce que ce gouvernement peut faire. Alors que les solutions sont visibles à l'oeil de toutes les personnes directement concernées, on met toutes les énergies à consulter. Il faut croire que c'est plus facile que d'agir. L'égalité en prend pour son rhume, mais peu importe. On sauve les finances de l'État, et Dieu sait que la vraie priorité est là.

Et pendant ce temps-là, la violence prend plusieurs formes.

• (1120)

Elle peut être physique; c'est celle que tout le monde reconnaît. Elle peut être psychologique, et dans ces cas, elle a des effets aussi pernicieux que l'autre forme, sinon plus. La violence peut être financière. Elle peut être émotive.

Quelle que soit la forme qu'elle emprunte, la violence est un phénomène d'inégalité de forces et aussi d'inégalité financière. Elle est une actualisation de la perception qu'une personne vaut moins que l'autre, qu'elle est moins importante que l'autre, et pour la société et pour son conjoint.

Pour l'éliminer, des actions massives doivent être entreprises, sur le plan individuel, bien sûr; c'est là qu'on mesurera les effets concrets. Cependant, au niveau de la société, comme je le disais au début, il nous faut un gouvernement vraiment préoccupé par le problème dans ses manifestations et dans ses causes. Ce gouvernement-ci ne sait faire que de belles promesses et de belles consultations. Je l'invite sincèrement à poser des gestes concrets pour aider les femmes à atteindre l'égalité avec les hommes.

Et quand je dis «égalité», je parle de l'égalité dans toutes les sphères d'activité; je parle de l'égalité sociale, humaine, juridique et financière. Je parle d'un gouvernement qui, concrètement, posera les gestes nécessaires pour assurer et imposer l'égalité des femmes et des hommes. C'est ainsi que nous verrons un jour la violence envers les femmes diminuer.

J'aimerais aujourd'hui vous faire part d'une action qui a été entreprise au Québec pour souligner la terrible tragédie de Polytechnique. Cette action a été entreprise par différents milieux: les milieux d'affaires, le milieu syndical, le gouvernement, les politiciens et les associations.

J'aimerais vous lire un texte auquel se sont associés tous ces partenaires du Québec. Le texte s'intitule «Plus jamais».

Le 6 décembre 1989 restera pour toujours inscrit dans notre histoire. Ce jour-là, 14 jeunes femmes ont perdu la vie à l'École polytechnique de Montréal, tombant sous les balles d'un meurtrier qui en voulait aux femmes. Cinq ans plus tard, il faut se rappeler: des familles dévastées et de leur douleur, de la tristesse et de la colère qui nous ont envahis, tous et toutes autant que nous sommes.

Ce tragique événement a secoué la société dans son ensemble. Il a révélé, sans équivoque, que les femmes sont des cibles de la violence. Dans le quotidien, au travail, à la maison, sur la rue, le jour comme la nuit, en temps de paix ou de guerre, peu importe la région ou le pays.

À l'initiative d'individus, de groupes ou d'organismes publics et gouvernementaux, de nombreuses mesures ont vu le jour pour dénoncer et contrer cette violence infligée aux femmes. Mais nous savons qu'elle existe toujours.

Chaque personne doit ouvrir les yeux et refuser les diverses manifestations de la violence faite aux femmes, tant dans les petits gestes que dans les grands. Il faut aussi collectivement s'engager à bâtir un monde non violent. Le 6 décembre 1989 ne doit PLUS JAMAIS revenir.

On se souvient aujourd'hui... pour changer.

Voilà un texte paru dans différents quotidiens du Québec auquel 76 associations, organismes, ainsi que le Conseil du statut de la femme se sont joints pour manifester de façon toute particulière cette journée tragique, cette journée où 14 jeunes filles ont perdu la vie.